

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 14 juillet au 20 juillet 2026

Sommaire

Le chiffre de la semaine : la croissance.....2

Le graphique de la semaine2

**Fait marquant : L'entrée en fonctions du gouvernement
d'Andy Burnham3**

En bref4

Actualités macroéconomiques4

CONJONCTURE4

POLITIQUE MONÉTAIRE.....5

FISCALITE5

Actualités commerce et investissement6

COMMERCE6

SANCTIONS.....7

Actualités financières7

REGLEMENTATION FINANCIERE7

MARCHES FINANCIERS8

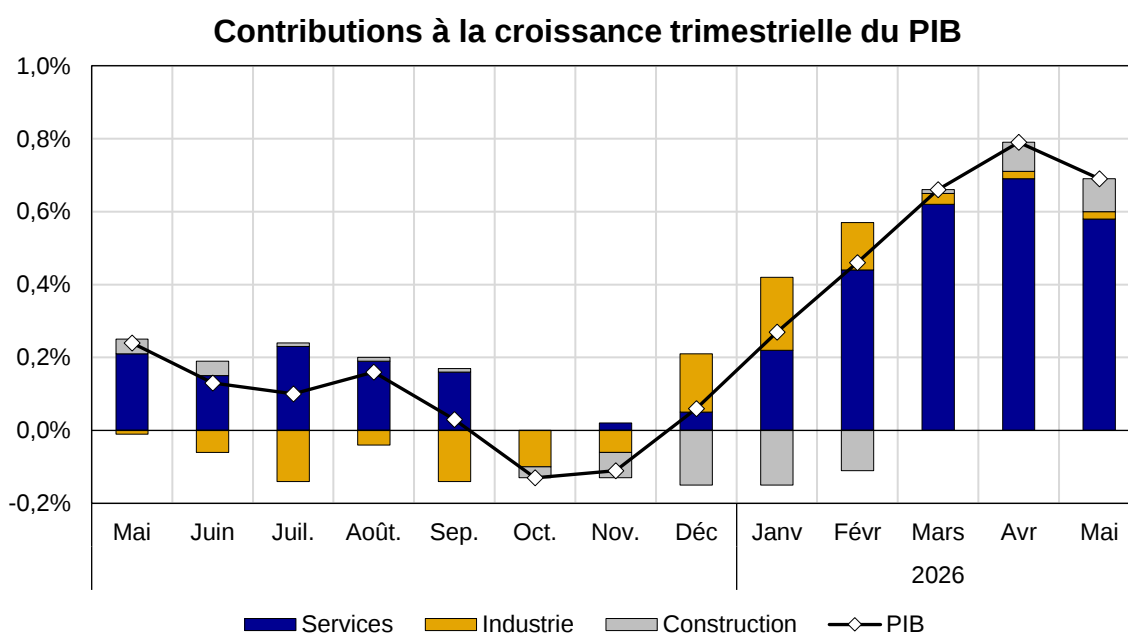
Le chiffre de la semaine : la croissance

Selon l'ONS, le PIB du Royaume-Uni a enregistré une croissance trimestrielle de **+0,7 % en mai 2026**, après **+0,8 % en avril** (révisée à la hausse de 0,1 pt). Cette progression est portée par le secteur des services, en hausse de +0,7 %, avec une augmentation dans 12 des 14 sous-secteurs ; les contributions positives les plus importantes proviennent de l'information et la communication (+2,5 % d'activité trimestrielle) et des activités spécialisées, scientifiques et techniques (+1,8 %). La construction affiche également une dynamique favorable (+1,6 %), soutenue principalement par les activités de réparation et de maintenance (+2,1 %). Le secteur de l'industrie n'a progressé que très légèrement (+0,1 %). Cette hausse est exclusivement portée par le dynamisme de l'activité manufacturière (+0,6 %), dont la progression a été en grande partie compensée par les reculs enregistrés dans la production et la distribution d'électricité et de gaz (-4,3 %) et dans les services liés à l'eau et à la gestion des déchets (-1,9 %). **Toutefois, en données mensuelles, la croissance n'a été que de +0,1 % en mai, supérieure aux anticipations des marchés (0,0 %), après -0,1 % en avril et +0,3 % en mars.** Cette progression est principalement portée par le dynamisme du secteur des services (+0,3 %), dont les effets ont été partiellement compensés par le repli dans le secteur de l'industrie (-0,5 %) et de la construction (-0,8 %). Les évolutions mensuelles demeurent toutefois volatiles et doivent être interprétées avec prudence.

LE CHIFFRE À RETENIR

+0,7 %

Le graphique de la semaine



Source : SER de Londres, à partir des données de l'ONS.

Fait marquant : L'entrée en fonctions du gouvernement d'Andy Burnham

Les informations livrées ci-dessous sont à jour de la fin de journée du 20 juillet.

Andy Burnham est entré en fonctions comme Premier Ministre du Royaume-Uni le lundi 20 juillet 2026. Il a procédé aux nominations de son Cabinet, tandis que d'autres nominations interviendront dans les jours à venir.

John Healey devient Chancelier de l'Échiquier (ministre des finances). Député depuis 1997, il a occupé plusieurs fonctions gouvernementales sous les gouvernements Blair et Brown de 2001 à 2010 (notamment au Treasury puis au ministère du Logement). Ministre de la défense de 2024 à 2026, il a démissionné en juin dernier en dénonçant la trajectoire de dépenses du *Defence Investment Plan* (DIP) qu'il jugeait insuffisante (cf. Fait marquant des [brèves n° 24](#) du 16 juin). Cette nomination constitue une surprise, la presse étant nettement polarisée sur un choix apparent entre le ministre de l'énergie Ed Miliband (finalement nommée aux affaires étrangères) et la ministre de l'intérieur Shabana Mahmood (reconduite à ses fonctions). S'il est reconnu comme une figure expérimentée du parti, la presse le présente davantage comme une *safe pair of hands* que comme un responsable associé à une ligne économique spécifique. Son principal défi sera d'assurer la cohérence du plan économique d'A. Burnham sans raviver les inquiétudes des marchés sur la soutenabilité des finances publiques.

Jonathan Reynolds est nommé *Secretary of State for Business, Innovation, Science and Trade*, à la tête d'un département élargi couvrant l'industrie, les entreprises, le commerce extérieur mais aussi l'innovation et le numérique. Le *Department for Business and Trade* absorbe le *Department for Science, Innovation and Technology* qui disparaît comme ministère autonome. Jonathan Reynolds avait déjà été *Secretary of State for Business and Trade* de 2024 à 2025. Il est notamment l'un des principaux artisans de la stratégie industrielle de juin 2025. Il a été à l'origine du choix par le gouvernement de prendre le contrôle de l'aciérie British Steel menacée de fermeture en avril 2025. Sur l'emploi, il a été à l'impulsion du *Employment Rights Bill* qui a renforcé la protection des travailleurs en réduisant certaines flexibilités du marché du travail britannique. Enfin, sur le plan commercial, il a supervisé les négociations des accords de commerce avec l'Inde et les États-Unis conclus en 2025.

Dans son premier discours sur le perron de Downing Street, Andy Burnham a indiqué qu'il présentera un « plan à 10 ans » en matière économique plus tard cette année, réitérant sa proposition d'utiliser la commande publique pour soutenir l'industrie britannique. Il fera des annonces sur le coût de la vie dès cette semaine (en visant notamment le coût de l'énergie). La situation des jeunes (accès au marché du travail et santé mentale) et la construction de nouveaux logements sociaux ont été également mentionnées. AEnfin, il a de nouveau promis de respecter les règles budgétaires actuelles (tout en utilisant la « flexibilité » offerte par celles-ci) et les engagements internationaux en matière de défense.

En bref

- Depuis le 14 juillet, la livre sterling s'est appréciée par rapport au dollar américain et a atteint 1,3415 \$ (+0,2 %). La livre sterling s'est également appréciée par rapport à l'euro et a atteint 1,1756 € (+0,3 %).
- Au 20 juillet, les rendements longs du gilt (obligation souveraine) sont en hausse, le rendement du gilt à 10 ans augmente à 5,04 % (+7,0 pdb par rapport à la semaine précédente), celui du gilt à 30 ans augmente à 5,72 % (+11,3 pdb). Plus spécifiquement, à la suite de la nomination d'Andy Burnham, les rendements des gilts sont en hausse le 20 juillet : le taux à 10 ans a progressé de 4,5 pdb et celui à 30 ans de 6,8 pdb.
- Selon la [presse](#), la Banque d'Angleterre devrait maintenir son taux directeur à 3,75 % lors de la réunion du Comité de politique monétaire le 30 juillet, privilégiant une approche prudente face à une inflation toujours élevée.
- La task-force transatlantique sur les marchés financiers du futur a publié 10 [recommandations](#), parmi lesquelles un appel à identifier des approches communes entre les deux juridictions pour la réglementation des actifs tokenisés.
- HM Treasury lance une consultation en vue d'établir la législation secondaire nécessaire pour mettre en œuvre certaines mesures issues de la revue du régime de *ring-fencing* (voir [Brèves n°20](#)).
- D'après le [Financial Times](#), les dernières publications par la Financial Conduct Authority sur les données de vente à découvert ont fait l'objet de plusieurs erreurs après le passage vers la publication de données agrégées et anonymes (voir [Brèves n°16](#)).
- La Banque d'Angleterre publie un [billet de blog](#) dans lequel elle reconnaît les réticences de l'industrie financière concernant ses propositions pour améliorer la résilience des marchés de *repo* sur gilt et indique continuer ses travaux sur le sujet.

Actualités macroéconomiques

Conjoncture

Le [FMI](#) a publié sa revue annuelle du Royaume-Uni, au titre de l'« article IV ». Selon les services du FMI, le déclenchement du conflit au Moyen-Orient a dégradé à court terme les perspectives de croissance du Royaume-Uni. Ainsi, les services anticipent un ralentissement de l'activité avec +1,0 % en 2026 (après +1,4 % en 2025) avant une accélération à +1,3 % en 2027. L'inflation devrait culminer à +3,5 % fin 2026, retardant d'environ un an le retour à la cible désormais attendu fin 2027. Le FMI évoque de nombreux risques baissiers sur l'activité, notamment une hausse prolongée des prix alimentaires et énergétiques pouvant conduire à une politique monétaire plus restrictive, les incertitudes sur la politique économique du gouvernement et un ravivement des tensions commerciales et géopolitiques internationales. En matière de finances publiques, le FMI recommande au gouvernement de se concentrer sur une meilleure allocation des ressources entre ministères, plutôt qu'une augmentation des dépenses, pour assurer la trajectoire de réduction du déficit public tout en mettant

en œuvre les réformes structurelles. Les revues annuelles « article IV » du FMI font le point sur la situation économique de chaque pays membre du Fonds.

Ces prévisions sont globalement alignées avec celles de l'OCDE, qui a publié son analyse de la situation économique du Royaume-Uni. Selon l'organisation, l'activité ralentirait en 2026 (+0,9 %) avant de se redresser légèrement en 2027 (+1,1 %). L'inflation resterait toutefois supérieure à la cible de la Banque d'Angleterre sur l'ensemble de l'horizon de prévision, à +3,7 % en 2026 puis +2,4 % en 2027. Les services de l'OCDE soulignent également les pressions croissantes pesant sur la soutenabilité à long terme des finances publiques, liées notamment au vieillissement de la population, ainsi qu'à l'augmentation des dépenses de défense et de transition climatique. Dans un contexte de pression fiscale déjà historiquement élevée, l'OCDE privilégie un ajustement reposant principalement sur la maîtrise et la réallocation des dépenses, ainsi que sur l'élargissement des assiettes fiscales, notamment via la révision de certaines niches. En dernier recours, une hausse de la TVA serait considérée comme l'option la moins distorsive.

L'ONS peine à recruter des enquêteurs pour améliorer la qualité des statistiques économiques britanniques. L'ONS rencontre des difficultés à recruter et fidéliser suffisamment d'enquêteurs de terrain, ce qui freine ses efforts pour améliorer la qualité des données économiques britanniques. L'institut statistique dispose actuellement de 832 enquêteurs, contre un objectif minimal de 875, chargés notamment de recueillir les réponses des ménages aux principales enquêtes utilisées pour mesurer l'emploi, les revenus et la consommation. Ces difficultés affectent en particulier l'amélioration de deux enquêtes majeures : la *Labour Force Survey* (LFS) et sa nouvelle version (*Transformed Labour Force Survey*). La gestion parallèle de ces deux dispositifs mobilise une grande partie des ressources de l'ONS et retarde les travaux sur d'autres enquêtes essentielles, notamment celles sur le patrimoine des ménages et les dépenses alimentaires, utilisées pour l'analyse des retraites, du PIB et de l'inflation.

Politique monétaire

Deux ans après la revue de Ben Bernanke, la Banque d'Angleterre (BoE) est confrontée à des critiques croissantes sur la clarté de sa communication. La réforme de la BoE, engagée après les difficultés de la Banque à anticiper la persistance de l'inflation post-Covid, visait à moderniser les modèles de prévision et mieux intégrer l'incertitude via des scénarios alternatifs. Plusieurs membres du comité de politique monétaire, dont l'économiste en chef Huw Pill, estiment que l'approche fondée sur une multiplication de scénarios économiques et la publication de prises de position individuelles affaiblissent le message collectif de l'institution et brouillent la lecture de sa stratégie monétaire par les marchés. Les défenseurs de cette approche préconisée par B. Bernanke, dont le gouverneur Andrew Bailey, estiment au contraire qu'elle permet de mieux intégrer l'incertitude et la diversité des risques, plutôt que de s'appuyer sur une prévision unique.

Fiscalité

Selon les services fiscaux (HMRC), le nombre de contribuables soumis aux tranches supérieures de l'impôt sur le revenu (IR) continue d'augmenter au Royaume-Uni, sous

l'effet du mécanisme de gel des seuils d'imposition. Le nombre de contribuables au « taux supérieur » de 40 % devrait atteindre 7,7 millions en 2026-27, contre 5,8 millions en 2023-24, tandis que les contribuables au « taux additionnel » de 45 % atteindraient 1,29 million, contre 893 000 trois ans plus tôt. Cette progression s'explique principalement par le gel des seuils d'imposition jusqu'en 2030-31, qui, combiné à la hausse des revenus, entraîne progressivement davantage de salariés vers les tranches supérieures (« fiscal drag »). Au total, le nombre de contribuables britanniques sur l'IR devrait atteindre 40,8 millions cette année, soit 4 millions de plus qu'il y a trois ans. Les données de HMRC soulignent également la forte concentration de l'IR : les 50 % de contribuables les plus aisés représentaient 90 % des recettes d'IR en 2026-27.

Actualités commerce et investissement

Commerce

Le Royaume-Uni et l'Union européenne ont signé le 14 juillet un [traité](#) sur Gibraltar. L'accord vise à garantir la sécurité juridique et la prospérité économique du territoire britannique en supprimant les contrôles systématiques à la frontière terrestre avec l'Espagne, facilitant ainsi la circulation des personnes et des marchandises, tout en préservant la souveraineté britannique et l'autonomie des opérations militaires du Royaume-Uni à Gibraltar. Il prévoit notamment un nouveau cadre de coopération pour les contrôles aux frontières, appliqués au port et à l'aéroport selon un modèle conjoint avec les autorités espagnoles dans le cadre des règles de l'espace Schengen.

Le gouvernement britannique a lancé une [consultation](#) publique sur l'approfondissement de ses relations commerciales avec l'Indonésie, les Philippines, les Émirats arabes unis et l'Uruguay. Cette démarche s'inscrit dans la stratégie de diversification commerciale du Royaume-Uni, alors que l'Indonésie, les Philippines et les Émirats arabes unis ont engagé des discussions préparatoires en vue d'une adhésion au *Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership* (CPTPP), tandis que l'Uruguay est déjà engagé dans un processus d'adhésion. Les contributions attendues porteront notamment sur les opportunités d'exportation, les obstacles au commerce et à l'investissement, ainsi que les priorités à prendre en compte dans la perspective d'un éventuel approfondissement des relations commerciales avec ces partenaires. La [consultation](#), ouverte jusqu'au 14 septembre 2026, alimentera les analyses du gouvernement avant toute éventuelle négociation future.

Le gouvernement britannique a annoncé le lancement, au printemps 2027, d'un nouveau [dispositif](#) conjoint entre UK Export Finance (UKEF) et la *British Business Bank* destiné à améliorer l'accès au financement des PME exportatrices. Le mécanisme ciblera en priorité les petites entreprises ayant un potentiel à l'export mais rencontrant des difficultés à obtenir des prêts de faible montant pour financer leur développement à l'international. Dans ce cadre, UKEF accordera des garanties couvrant une partie des pertes éligibles au niveau du portefeuille, tandis que la *British Business Bank* sera chargée de sélectionner et de superviser les établissements prêteurs participants.

Sanctions

Le Royaume-Uni a annoncé un nouveau [paquet](#) de sanctions visant les réseaux financiers et commerciaux alimentant le conflit au Soudan, en ciblant notamment le commerce illicite de l'or transitant par Dubaï et Hong Kong. Les mesures concernent onze personnes et entités soudanaises soupçonnées de soutenir financièrement ou logistiquement les Rapid Support Forces (RSF) et les Sudanese Armed Forces (SAF) en facilitant le financement, l'approvisionnement et la commercialisation de l'or.

Actualités financières

Réglementation financière

La Financial Conduct Authority (FCA) [propose](#) d'alléger le *rulebook* des gestionnaires d'actifs, permettant 128 M£ d'économies annuelles. Une grande partie de ces gains devrait venir de FRAME, le nouveau dispositif de reporting fondé sur des déclarations plus simples et mieux adaptées aux spécificités du marché britannique. FRAME (*Fund Reporting for Asset Management Entities*) vise à remplacer des obligations de reporting fragmentées par des formats consolidés. Les fonds sous le seuil de 500 M£ de valeur liquidative (Net Asset Value – NAV) basculeraient dans un régime de reporting plus léger. L'objectif est d'améliorer la qualité des données transmises au régulateur tout en réduisant la charge administrative des entreprises. La FCA veut aussi moderniser les règles AIFMD (*Alternative Investment Fund Managers Directive*) héritées de 2013. Le nouveau régime prévoit notamment un nouveau *sourcebook*, ALTS, une structure à trois niveaux et des seuils plus graduels pour calibrer les obligations selon la taille et l'activité des gestionnaires. Le volet rémunération doit, lui aussi, être simplifié pour les entreprises uniquement régulées par la FCA. La consultation est ouverte jusqu'au 16 septembre pour la rémunération, jusqu'au 22 septembre pour FRAME, et jusqu'au 14 octobre pour le paquet AIFM. La FCA vise l'édiction des règles finales en 2027 et une mise en œuvre en 2028.

HM Treasury a publié un [plan](#) pour accélérer l'adoption de l'intelligence artificielle (IA) dans les services financiers. 5 grandes priorités sont identifiées : clarifier le cadre réglementaire, mieux encadrer le conseil financier généré par l'IA, renforcer la résilience, développer les compétences, et préparer les paiements agentiques. Le gouvernement veut ainsi faire passer l'IA de l'expérimentation à un usage à grande échelle dans un secteur où l'adoption progresse déjà dans les fonctions de service client, d'opérations, de risque et de lutte contre la fraude. Le texte met d'abord l'accent sur la clarté réglementaire, demandant à la FCA d'examiner l'impact des conseils et orientations produits par des modèles d'IA généralistes, afin de mieux tracer la frontière entre services régulés et non régulés. Le plan insiste aussi sur la résilience, avec le régime des *Critical Third Parties* délivrant des services numériques au secteur financier (CTP, voir [Brèves n°28](#)), le partage d'incidents et une assurance tierce partie pour les usages d'IA. Une partie est aussi consacrée aux compétences, via un plan sectoriel pour renforcer les talents et les expertises. En toile de fond, il veut aussi créer un cadre de confiance pour les paiements agentiques, que HM Treasury présente comme un axe de développement prioritaire. Ce plan a été élaboré par Harriet Rees et Dr. Rohit Dhawan, nommés *AI Champions* par le gouvernement en début d'année et répondant au secrétaire d'État à la City, tandis que la FCA avait déjà

publié sa propre revue dite *Mills Review* sur l'utilisation de l'IA dans les services de détail (voir [Brèves n°27](#)).

Marchés financiers

Rachel Reeves, à l'époque encore Chancelière de l'Échiquier, a tenu le 14 juillet son dernier [discours](#) de « Mansion House ». *Chaque année, le Chancelier de l'Échiquier prononce un discours de Mansion House devant les principaux acteurs de la City.* Rachel Reeves a tracé des lignes directrices pour le futur des services financiers au Royaume-Uni. Cela inclut la publication des [recommandations](#) de la task-force transatlantique sur les marchés du futur lancée conjointement avec les États-Unis ainsi que la publication d'un rapport sur la tokenisation des marchés de gros (voir [Brèves n°28](#)). La Chancelière a par ailleurs annoncé une première émission de *gilt* tokénisé dès 2027 (voir [Brèves n°7](#)) et la publication d'un plan d'adoption de l'intelligence artificielle dans les services financiers (voir brève plus haut).

La start-up Wayve a complété sa [première transaction](#) via la plateforme Private Securities Market du London Stock Exchange Group (LSEG), sous le régime PISCES (Private Intermittent Securities and Capital Exchange System). Pour rappel, le régime PISCES, lancé en 2025, autorise des marchés d'échange d'actions de sociétés non cotées lors de séances d'enchères ponctuelles (voir [Brèves n°13](#)). Wayve est une start-up développant des systèmes d'intelligence artificielle pour des véhicules autonomes. 85 M\$ d'actions détenues par des salariés de l'entreprise ont été mises aux enchères lors de la transaction. En parallèle, la fintech [Moneybox](#) proposant des services de gestion de patrimoine digitaux a annoncé préparer une enchère sur la plateforme de LSEG pour 45 M£ d'actions détenues par des salariés, ce qui valoriserait la société à 800 M£.

Le gouvernement britannique a [lancé](#) le *Financial Services Skills Compact* pour pousser les entreprises financières à combler leurs écarts de compétences, avec un accent particulier sur l'intelligence artificielle (IA). Le compact vise à doter le secteur des talents nécessaires pour rester plus compétitif, innovant et résilient face aux changements technologiques et aux autres évolutions attendues, notamment en matière d'IA, de fintech et d'ESG. Il repose sur quatre engagements clairs. Les signataires doivent rendre l'ensemble de leurs effectifs britanniques "*future-ready*" via des formations en IA et autres compétences critiques sur trois ans, maintenir ou développer des parcours structurés pour les nouveaux talents, désigner un membre de leur direction exécutive pour piloter la réduction des écarts de compétences (*skills gap*), puis publier un point annuel sur leurs progrès. Le texte reconnaît aussi que les signataires partent de points de départ différents et devront donc adapter leur stratégie pour remplir ces engagements. Les signataires incluent notamment Barclays, HSBC UK, Lloyds Banking Group, Nationwide, Standard Chartered, LSEG et Zopa.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

Rédaction : SER de Londres et Service de l'attachée fiscale

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr